

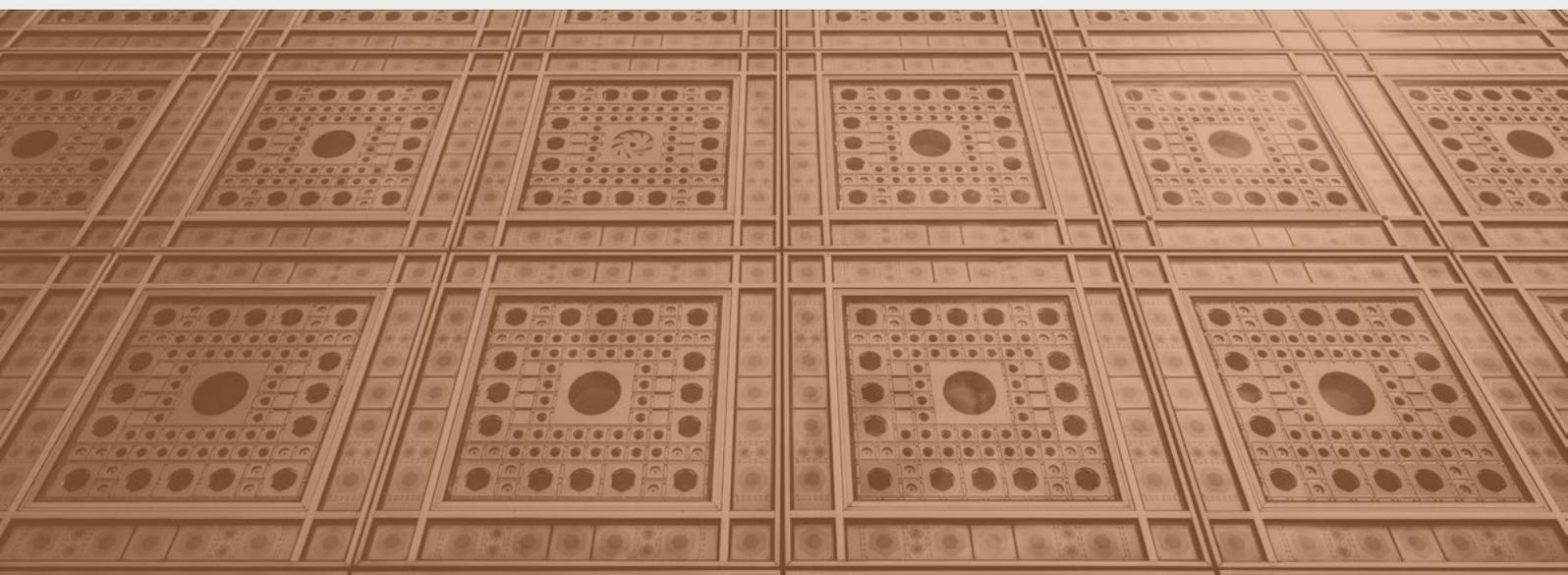


OBSERVATOIRE
du Maghreb

LE MAGHREB ET LA QUESTION PALESTINIENNE, ENTRE SURENCHÈRES ET PUSILLANIMITÉ

Adlene Mohammadi / docteur en géographie politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (thèse sur la politique arabe de la Russie postsoviétique), directeur scientifique du centre AESMA et enseignant à Paris 3

Mars 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Adlene Mohammadi / Docteur en géographie politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (thèse sur la politique arabe de la Russie postsoviétique), directeur scientifique du centre AESMA et enseignant à Paris 3.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospector des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Face aux massacres subis par la population palestinienne à Gaza et aux exactions commises en Cisjordanie, les opinions publiques maghrébines – au même titre que les opinions publiques de l'ensemble du monde arabe – ont manifesté, autant qu'elles le pouvaient, leur solidarité. Les pouvoirs en place, quant à eux, ont oscillé entre déclarations emphatiques et prudence politique et diplomatique. Certes, tous les régimes maghrébins ne partagent pas exactement la même manière d'aborder le conflit israélo-palestinien (et surtout les mêmes relations avec Israël), mais les dissensions ne méritent pas d'être surestimées.

DÉSENGAGEMENT ARABE

La « désoccidentalisation » du monde¹, c'est-à-dire le recul de la puissance et de l'influence des pays occidentaux, ne semble pas aujourd'hui synonyme d'un rapport de force favorable aux Palestiniens. Comme au lendemain de la défaite des armées arabes lors de la guerre des Six Jours en 1967², les attaques du Hamas du 7 octobre dernier, qui surviennent au lendemain de « normalisations » israélo-arabes en partie destinées à noyer la question palestinienne, sont la violente illustration de la permanence de cette dernière. Quelques mois et des dizaines de milliers de civils tués plus tard, le déchaînement israélien n'a rencontré aucun obstacle réel.

De ce point de vue, et en dépit de ce recul répété de la puissance et de l'influence occidentales, le monde arabe exprime son mécontentement bien plus timidement que dans les années 1960 et 1970. Il n'est plus question de rompre avec Washington comme l'avait fait Alger, par exemple, en 1967. Il n'est plus question de choc pétrolier comme lors de la guerre israélo-arabe suivante en 1973. Et il n'est plus question de « front du refus », cet axe rassemblant l'Algérie, la Libye, la Syrie, le Yémen du Sud et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) lors du sommet arabe de Tripoli en décembre 1977³.

Ce dernier ne pourra d'ailleurs pas grand-chose face à l'invasion israélienne du Liban en 1982. Face à la paix israélo-égyptienne de 1979, Le Caire a subi une sanction diplomatique (son exclusion de la Ligue arabe jusqu'en 1990), devenue presque inimaginable au moment des Accords d'Abraham (normalisations entre Israël et deux pays du Golfe – les Émirats arabes unis et Bahreïn –, rejoints par le Maroc et le Soudan). Dans le monde post-guerre froide et post-Accords d'Oslo, l'indignation ne s'accompagne plus de gestes, fussent-ils symboliques.

Conformément aux attentes israéliennes et américaines, les pays arabes ont fait le choix du bilatéralisme (en se focalisant sur ce qu'ils considèrent être leurs intérêts individuels), et le

¹ Didier Billion et Christophe Ventura, *Désoccidentalisation. Repenser l'ordre du monde*, (Agone : 2023).

² La défaite de 1967 renforcera le Fatah et sa stratégie d'autonomie.

³ Paul Balta, « Les aléas des relations avec le monde arabe », *Le Monde diplomatique*, novembre 1982.

rapport de force avec Israël devient l’apanage de puissances non arabes (de l’Iran à l’Afrique du Sud⁴) ou, dans le monde arabe, d’acteurs dits non étatiques (Hamas⁵, Hezbollah⁶, Houthis⁷) dont le principal soutien militaire et politique s’avère être une puissance régionale non arabe : l’Iran.

UN ÉQUILIBRISME DÉLICAT AU MAROC

Dans un monde arabe dont le centre de gravité s’est peu à peu déplacé de l’Égypte et du Proche-Orient vers le Golfe depuis les années 1970-1980, le Maghreb apparaît comme marginalisé, autant géographiquement que politiquement. D’abord, parce qu’il subit d’importantes divisions à toutes les échelles (des tensions algéro-marocaines à la fragmentation du pouvoir en Libye). Ensuite, parce que les pouvoirs en place n’ont pas grand-chose de singulier à offrir sur la scène internationale. Nous nous retrouvons ainsi avec un écart entre la théorie (un rôle à jouer dans le monde arabe) et la réalité (un effacement diplomatique à l’exclusion des problématiques bilatérales).

Sur le papier, on pourrait attendre quelque chose de **l’Algérie** et de **la Libye**, acteurs historiques du « front du refus » dans les années 1970 ; de **la Tunisie**, terre d’accueil pour Yasser Arafat après son évacuation de Beyrouth en 1982⁸ ; ou encore du **Maroc**, dont le roi préside le Comité d’Al-Qods, créé dans le cadre de l’Organisation de la Coopération islamique en 1975, notamment dans le but de suivre la situation à Jérusalem.

Pourtant, le sort des Palestiniens à Jérusalem n’a nullement empêché **Rabat** d’offrir à Israël une normalisation encouragée par Donald Trump, alors président des États-Unis, à la fin de l’année 2020. La principale boussole de la diplomatie marocaine est alors la reconnaissance de la souveraineté du royaume sur le Sahara occidental, à laquelle s’ajoute la perspective de coopérations militaires et économiques avec Israël. L’attaque du Hamas du 7 octobre 2023 remet la question palestinienne au centre des débats et les diplomaties arabes – et incidemment maghrébines – sont obligées de tenir compte des opinions publiques : le Maroc

⁴ L’Afrique du Sud qui a porté plainte le 29 décembre 2023 contre Israël pour génocide à Gaza auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ), par exemple.

⁵ C’est finalement l’attaque du Hamas qui a suspendu les négociations israélo-saoudiennes en vue d’une éventuelle normalisation.

⁶ Plus d’une centaine de combattants du Hezbollah ont été tués par l’armée israélienne depuis octobre.

⁷ Les Houthis, au pouvoir à Sanaa, ont lancé des frappes contre Israël et se sont attaqués à des navires – considérés comme liés à Israël – en mer Rouge. Une coalition internationale menée par Washington et Londres a été mise en place contre le mouvement yéménite.

⁸ Théâtre aussi du bombardement israélien contre le siège de l’OLP à Tunis le 1^{er} octobre 1985. 50 Palestiniens et 18 Tunisiens sont alors tués.

se retrouve alors contraint de se contenter d'une vague déclaration condamnant les attaques contre les civils.

Plus tard, et face à l'ampleur des bombardements israéliens, les dirigeants marocains devront s'accommoder d'importantes manifestations propalestiniennes (avec des slogans mêlant critique de la normalisation et attachement au Sahara occidental) et ce sont ces manifestations qui pousseront Israël à rapatrier le personnel de son ambassade. La pression populaire émerge ainsi comme la principale menace qui pèse sur le rapprochement israélo-marocain.

Depuis octobre, Rabat n'a pas manqué de dénoncer l'offensive israélienne – au même titre que ses voisins maghrébins. Ce fut par exemple le cas dans le cadre du Forum de coopération arabo-russe à Marrakech en décembre dernier. On y a vaguement condamné le fait de cibler des populations civiles et exalté le supposé rôle du royaume en vue d'une solution durable au conflit israélo-palestinien (une ritournelle qui ne reflète pas l'ampleur de la tragédie qui se joue). Mais il n'est pas question de sanctions, de mesures précises. La mesure la plus évidente, celle portée par les manifestants (qui dénoncent aujourd'hui encore un génocide), est la remise en cause de la normalisation. Au-delà de l'équilibre sur la scène internationale, et tandis que l'armée israélienne atteint tous les jours de nouveaux seuils dans l'horreur, le dilemme auquel font face les dirigeants marocains a trait à la manière dont l'intérêt du pays est défini : entre l'idée selon laquelle la sécurité du Maroc et sa souveraineté sur le Sahara occidental passent par une forme de coopération avec Tel-Aviv et un alignement avec Washington, et la prise en compte d'une population qui considère majoritairement aujourd'hui que « la normalisation est une trahison ».

QUAND GAZA ÉLOIGNE LE SPECTRE DE LA NORMALISATION

En **Mauritanie** voisine, le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a tenu à écarter – peut-être définitivement – l'hypothèse de la normalisation. Dès octobre, lors du Sommet pour la Paix qui s'est tenu au Caire, parallèlement à un rappel du mantra sur la solution à deux États, il a tenu à afficher sa solidarité avec les Palestiniens face aux bombardements subis à Gaza. La Mauritanie, qui avait entretenu des relations avec Israël de 1999 à 2010 (en échange d'un soutien américain, mais au prix d'une tentative de putsch et de tentatives d'attentats dans les années 2000), a fini par les rompre au lendemain d'une précédente attaque israélienne contre Gaza : la fameuse opération « Plomb durci » de 2008-2009. Depuis que Ghazouani est au pouvoir (2019), il aurait résisté aux pressions de l'administration Trump dans le sens d'une

reprise des relations⁹, et l'actualité – ainsi qu'une population mauritanienne attachée à la cause palestinienne – lui donne une raison supplémentaire.

Les acteurs **libyens** illustrent bien la manière dont l'événement fait l'attachement à la cause palestinienne. Dès octobre, le gouvernement libyen d'Abdelhamid Dbeibah (Gouvernement d'Union nationale, Tripoli) a condamné dans les termes les plus durs les bombardements israéliens (qualifiés d'agression barbare). Plus tard, il relâchera des membres du Hamas arrêtés à Tripoli en 2016. Pourtant, en août dernier, ce même gouvernement était bien embarrassé à l'issue de la rencontre à Rome entre la ministre des Affaires étrangères de l'époque Najla Al-Mangoush (suspendue tout de suite après) et son homologue israélien Eli Cohen. Dans les deux cas, en août dernier comme depuis octobre, la pression populaire (manifestations) était au rendez-vous.

Dans une espèce de surenchère entre centres de pouvoirs concurrents, dès le 25 octobre, le Parlement (Benghazi) – considéré comme proche de Khalifa Haftar – est allé jusqu'à menacer de suspendre l'approvisionnement des États-Unis et des pays européens alliés à Israël en hydrocarbures tant que se poursuivraient les massacres. Le communiqué dudit Parlement exigeait même le départ des ambassadeurs des pays qui soutiennent Israël. Une radicalité qui tranche avec les informations selon lesquelles Saddam Haftar (fils de Khalifa Haftar) aurait rencontré des responsables israéliens à Tel-Aviv en novembre 2021.

L'IDÉOLOGIE FACE AUX INFLUENCES EXTÉRIEURES

En **Tunisie** et en **Algérie**, il n'est pas question de normalisations. Le président tunisien Kaïs Saïed a manifesté à plusieurs reprises son hostilité à l'égard d'une telle démarche, qualifiée de « haute trahison ». Et en Algérie, la présence israélienne dans la région – diplomatique, et forcément avec un prolongement d'ordre sécuritaire – est perçue comme une menace. Toujours en quête d'une légitimité extérieure (dont la candidature aux BRICS a été l'une des illustrations¹⁰) censée pallier l'absence de légitimité intérieure (des dirigeants qui se sont imposés à la population, dans un contexte de répression), le pouvoir algérien a même donné

⁹ Justine Spiegel, « Comment Ghazouani a fermé la porte aux lobbyistes pro-israéliens », *Jeune Afrique*, 24 octobre 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1496791/politique/comment-ghazouani-a-ferme-la-porte-aux-lobbyistes-pro-israeliens/>

¹⁰ Adlene Mohammedi, « Le pouvoir algérien et les BRICS de façade », *Araprism*, 15 septembre 2023, <https://araprism.org/2023/09/15/le-pouvoir-algerien-et-les-brics-de-facade/>

l'impression d'être au cœur d'une réconciliation entre les mouvements palestiniens à l'automne 2022¹¹.

Au-delà du pouvoir algérien, comme en Tunisie et comme ailleurs au Maghreb, la population algérienne et tous les acteurs politiques ont manifesté leur solidarité sans faille avec les Palestiniens. Seul le chef du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), Ferhat Mehenni, s'est distingué le 8 octobre en qualifiant l'attaque du Hamas d'« opération terroriste barbare » et en exprimant sa solidarité avec Israël¹², au grand dam de nombreuses et de nombreux Kabyles qui se sont empressés de rappeler l'absence de représentativité d'une telle position sur les réseaux sociaux.

Mais derrière la solidarité quasi unanime avec les Palestiniens et le caractère très répandu des discours antisionistes, certaines marques de prudence, voire de pusillanimité, méritent d'être signalées. En Tunisie, où les manifestations ont visé directement les chancelleries « occidentales » (l'ambassade de France en octobre, l'ambassade des États-Unis en décembre), dans un contexte de solidarité avec Israël aux relents occidentalistes¹³, le président Saïed a oscillé entre excès inopérants et volte-face. À la fin du mois d'octobre, la Tunisie s'est distinguée en s'abstenant de voter une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies relative à la protection des civils à Gaza (jugée trop timorée). Quelques jours plus tard, il s'oppose solennellement à une proposition de loi criminalisant les relations avec Israël¹⁴, idée qu'il avait pourtant encouragée. Difficile de ne pas y voir une pression de sa propre armée, de plus en plus influente, craignant probablement une détérioration des relations avec Washington.

En Algérie, les manifestations ont été plus discrètes, empêchées puis encadrées par le pouvoir algérien. Ironiquement, il a semblé plus simple de manifester son hostilité à Israël au Maroc. Outre cette peur chronique de tout ce qui ressemble de près ou de loin à un élan populaire, deux autres points méritent d'être rappelés : une absence remarquable du soutien international

¹¹ Réunis à Alger en octobre 2022, des représentants du Fatah, du Hamas et d'autres groupes palestiniens se seraient engagés à organiser de nouvelles élections dans l'année qui suivait.

¹² Aylene Bentaleb, « En Algérie, la position de Ferhat Mehenni sur le conflit Israël-Hamas ne passe pas », *Jeune Afrique*, 13 octobre 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1493161/politique/en-algerie-la-position-de-ferhat-mehenni-sur-le-conflit-israel-hamas-ne-passe-pas/>

¹³ Adlene Mohammadi, « Gaza : quand la notion d'Occident gagne en consistance », *Middle East Eye*, 12 octobre 2023, <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/israel-palestine-gaza-occident-france-complaisance-violence>

¹⁴ Monia Ben Hamadi, « En Tunisie, volte-face du président Kaïs Saïed sur la loi criminalisant les relations avec Israël », *Le Monde*, 7 novembre 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/07/en-tunisie-volte-face-du-president-kais-saied-sur-la-loi-criminalisant-les-relations-avec-israel_6198715_3212.html?fbclid=IwAR0Ju_eXW80NX2o7pxLKDnpCEte1TRMC8QT2ZJFTCzeQQs9In-x3ZzNTzhg

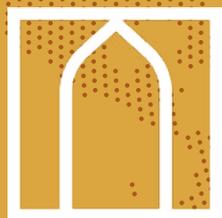
à la Palestine¹⁵ et la poursuite de relations fluides avec Washington. Tandis que les bombardements israéliens contre les civils à Gaza se poursuivaient, les États-Unis et l'Algérie tenaient « un dialogue militaire conjoint » à Washington¹⁶. On est loin de la rupture diplomatique de 1967.

En définitive, si les pays du Maghreb (notamment la Tunisie, l'Algérie et le Maroc) se distinguent assez nettement sur la question de la normalisation, ils partagent les mêmes réflexes bilatéraux (au détriment de tout front commun et de toute cause commune) au nom d'hypothétiques intérêts individuels et la même volonté de ménager les principaux alliés d'Israël.

¹⁵ Lakhdar Benchiba, « L'Algérie, grande absente du soutien international à la Palestine », *Orient XXI*, 6 février 2024, <https://orientxxi.info/magazine/l-algerie-grande-absente-du-soutien-international-a-la-palestine,7049>

¹⁶ « Les États-Unis et l'Algérie tiennent leur dialogue militaire conjoint à Washington D.C. », Ambassade des États-Unis à Alger, 5 décembre 2023, <https://dz.usembassy.gov/fr/les-etats-unis-et-lalgerie-tiennent-leur-dialogue-militaire-conjoint-a-washington-d-c/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.